

Il y a maintenant trente ans, des établissements expérimentaux, peu nombreux, se mettaient en place dans l'enseignement secondaire (les 30 ans du Lycée Autogéré de Paris ont donné lieu à un livre et un article dans l'Émancipation syndicale et pédagogique n° 1 de septembre 2012) avec l'espoir de contribuer à des évolutions positives du système éducatif.

Mais les établissements expérimentaux sont restés confinés dans les marges du système en place. Ils sont restés peu nombreux, et pour plusieurs d'entre eux l'avenir est compromis. Pour rompre leur isolement, mutualiser les expériences et les pratiques tout en conservant pour chacun sa spécificité, 12 d'entre eux se sont regroupés et ont constitué en 2005 la FESPI (Fédération des Établissements Scolaires Publics Innovants), qui cependant ne regroupe pas l'ensemble des établissements expérimentaux (le LAP et le Lycée expérimental de St Nazaire par exemple n'en font pas partie).

Chaque année la FESPI organise ainsi plusieurs rencontres nationales, et cette année son "séminaire de printemps" s'est déroulé au lycée expérimental de l'île d'Oléron, le CEPMO, les 5 et 6 avril. Deux thèmes principaux étaient à l'ordre du jour : la prise en compte des troubles spécifiques des apprentissages et Démocratisation scolaire et expérimentations pédagogiques. C'est le second thème qui est au centre de ce dossier, constitué des principales interventions qu'il a suscitées.

Ces établissements innovant interrogent en effet le fonctionnement courant de l'institution scolaire, bouleversant le partage des tâches, et donc les statuts, les conditions de travail, le système de nomination, l'organisation et le fonctionnement pédagogiques, dans le but de remédier aux échecs de l'institution, et par là de la faire évoluer. En cela les expériences conduites, les solutions mises en œuvre, invitent toutE enseignantE à une réflexion sur sa propre pratique menée dans le cadre institutionnel. Elles posent aussi des jalons concrets sur ce que pourrait être une alternative éducative que pour notre part nous envisageons dans le cadre incontournable de la rupture radicale avec le capitalisme. Se pose alors la question de savoir ce qu'il est souhaitable de généraliser et ce qui ne l'est pas, ce qui est contraint par la situation de marginalisation des expériences et ce qui est voulu, ce qui est transposable et ce qui ressort de la spécificité d'un lieu, d'un temps, d'un groupe.

Ce dossier, publié dans ***l'Émancipation syndicale et pédagogique n°10 de juin 2013***, a pour but de contribuer à cette réflexion. Après que Vincent Levrault a évoqué le déroulement de ces deux journées, Yannick Martell nous livre les conclusions de son enquête sur les élèves qui fréquentent le CEPMO, réalisée dans le cadre d'un mémoire de Master 2 de sociologie à l'université de Poitiers. Il met en évidence un premier pôle regroupant des élèves au parcours scolaire difficile et atypique au regard de la norme instituée, venant d'horizons géographiques parfois éloignés, mais aussi un pôle peut-être moins fréquent dans d'autres établissements expérimentaux, d'élèves oléronais au parcours scolaire standard, pouvant s'expliquer par la contrainte insulaire plus que par la recherche d'une pédagogie et d'un fonctionnement alternatifs.

Prolongeant ce constat, Rémy Reynaud analyse ce qu'il y a de spécifique dans l'expérience du CEPMO, pour mettre en évidence ce qu'il pourrait y avoir de transposable et de généralisable dans l'organisation et les pratiques pédagogiques du CEPMO, ce qui leur donne une véritable portée alternative. Enfin, Jean-Pierre Terrail fait le lien avec les problématiques de la démocratisation scolaire. Il rappelle que la démocratisation scolaire est une aspiration populaire ancrée de longue date qui se heurte aux limites de la massification et à la fonction de tri social assurée par l'école. Reprenant les propositions du groupe dont il est à l'origine, le GDRS, et publiées dans un ouvrage récent, il défend comme solution pour une réelle démocratisation scolaire une scolarité et un lycée uniques, sans orientation ni filières avant la dernière année du lycée. Ainsi, nos positions et nos argumentations, pour une culture émancipatrice polyvalente et polytechnique pour touTEs, pour une scolarité sans orientation ni rupture avant la fin du lycée, peuvent rejoindre et s'enrichir des conclusions du GRDS.

Raymond Jousmet

Sommaire :

Mutualiser les expériences pour faire vivre l'innovation pédagogique page II

Les élèves du CEPMO : origines et parcours page III

Le CEPMO : Projet unique ou modèle alternatif ? page VI

La démocratisation scolaire : obstacles et propositions page IX

L'article de J. P. Terrail **La démocratisation scolaire : obstacles et propositions** est en ligne sur le site d'Émancipation tendance intersyndicale :

<http://www.emancipation.fr/spip.php?article888>